

# Et la poudre aux yeux, ça rapporte?

**ARGENT PUBLIC • «La dette d'investissement» : c'est le mot magique! Endettons-nous, nous font miroiter certains partis, c'est pour la bonne cause! Méfions-nous: il s'agit de nos impôts, notre argent. Et ce sont nos enfants qui devront payer.**

Pascal Décaillet

Vous connaissez mon opposition viscérale à toute forme de dette, j'en ai déjà parlé ici. Cela me vient de mes quinze années d'expérience comme petit entrepreneur: ne rien devoir à personne, jamais. Ne pas acheter de matériel, ni se lancer dans un quelconque projet coûteux, si on n'a pas, antérieurement, économisé les fonds nécessaires. C'est une conception prudente de l'économie, peut-être même timorée, j'en suis conscient. Mais je tiens la tenue du budget d'un Etat pour comparable à celle d'une famille: on dépense ce qu'on a; si on n'a pas, on s'abstient.

## Cadeau empoisonné

Hélas, nos édiles ne voient pas exactement les choses comme cela. Ils dépensent, dépensent, et dépensent encore. Ils nous produisent des budgets déficitaires, creusent la dette, au point que cette dernière devient vertigineuse. Il faudra des décennies pour la rembourser, c'est un cadeau empoisonné légué à nos enfants. Aujourd'hui, les taux d'intérêt sont favorables, mais demain? Comment notre classe politique peut-elle se montrer à ce point irresponsable? Elle

joue avec les deniers des contribuables. Notre argent, le fruit de notre travail, de notre sueur! Elle dilapide, et il faudrait la laisser faire sans réagir.

## Bonne ou mauvaise dette

Pire: elle tente de nous entraîner dans son sillon maléfique, en nous brandissant, à longueur de débats, le prétendu distinguo entre «la mauvaise dette» (celle qui touche le fonctionnement de l'Etat), et la «bonne dette» (emprunter pour investir). Du coup, le mot «investissement» devient un vocable magique, un mantra. Peu importe qu'on se lie les mains face à un créancier (les banques qui prêtent à l'Etat, il faudra bien un jour en parler, de celles-là), pourvu que ce soit dans le dessein salvateur de «l'investissement». Le seul mot, brandi dans un débat économique, est réputé définitif, comme un coup de marteau final à l'issue d'une sentence. «Investir» nous est présenté comme la vertu suprême, celle qui lave du péché: le miracle baptismal.

## Pure spéculation

Dans ce petit jeu où la langue nous piège, soyons attentifs, pour prendre un exemple au hasard, au discours des



La classe politique dilapide l'argent des contribuables. Et il faudrait la laisser faire sans réagir.

Verts. Ils commencent par nous parler anglais: *Green New Deal*. Une louche de poudre aux yeux, une petite référence au grand président américain Franklin Roosevelt, pour nous dessiner, en pure théorie, en pure spéculation, sans la moindre garantie, des chœurs symphoniques de lendemains qui chantent.

## Chansonnette de perlimpinpin

Des milliards pour la rénovation et l'isolation des bâtiments, par exemple, tout cela sur engagement massif de l'Etat, sur la base d'emprunts à on ne sait quelle banque, charge au contribuable (et à sa progéniture) de rem-

bourser un jour ces sommes colossales.

Ce discours-là, c'est exactement celui qui fait mode auprès de nos élites de gauche, à Genève. Et ça tombe bien: ils ont, pour deux ans, la majorité au Conseil d'Etat! Le parlement aura-t-il le cran de s'opposer à cette chansonnette de perlimpinpin? Comprendra-t-il qu'il représente le peuple, les contribuables, et qu'un minimum de rigueur et de raison s'impose, si on veut éviter la catastrophe? On peut rêver! C'est l'un des derniers droits qui restent aux classes moyennes, ponctionnées jusqu'à la moelle. Excitant, non? ■

## COMMENTAIRE

PASCAL DECAILLET  
Journaliste  
indépendant  
genevois,  
producteur  
et animateur  
d'émissions  
de télévision



## CRACHER AU BASSINET!

Depuis de longues années, dans ce journal, je tire la sonnette d'alarme au sujet des classes moyennes. Une brève définition, d'abord: tous les gens situés entre les assistés et les personnes aisées. Un membre de la classe moyenne ne touche pas un seul centime de subvention, il paye des impôts, et même beaucoup, et même franchement trop. Il vit de son boulot, et non de rentes.

Il a toujours peur de tout perdre, parce qu'il n'a pas les réserves suffisantes pour vivre six mois sans salaire, ou sans revenu, en autarcie. Les plus précaires, ce sont évidemment les indépendants de la classe moyenne: s'ils n'ont plus de travail, ils ne pourront pas toucher le chômage, leur situation peut très vite devenir dramatique.

Le sort de la classe moyenne doit être l'absolue priorité de ceux qui nous gouvernent. Ils payent beaucoup trop d'impôts, on taxe particulièrement injuste pour ceux qui se lèvent le matin pour aller bosser. Pour les classes moyennes, aucune aide, jamais, ni pour l'assurance maladie, ni pour le loyer: on n'est là que pour cracher au bassinnet. Payer, payer, et toujours payer!

Eh bien moi, je vous dis que ça suffit. La classe moyenne, à Genève, il y a un jour où elle va se révolter. C'est d'elle que pourraient venir, dans les années qui viennent, les grandes secousses sociales. Ne pas le voir venir, c'est commettre une gigantesque faute politique. Gouverner, ça n'est pas seulement administrer le présent. Gouverner, c'est prévoir.

Simone de Montmollin, conseillère nationale (PLR)

EN DIRECT DE BERNE

## Non aux initiatives anti-pesticides, oui au contre-projet

L'initiative parlementaire «Réduire le risque de l'utilisation de pesticides» a été adoptée durant la session de printemps. Elle forme le contre-projet indirect aux deux initiatives anti-pesticides rejetées par le parlement et le Conseil fédéral. Par leurs interdictions sans nuance, ces initiatives populaires s'avèrent contre-productives et menacent le maintien des filières de production et de transformation en Suisse. Car malgré les dénégations des initiants, ces deux textes ne laissent aucune marge d'interprétation: ils amputent l'agriculture (conventionnelle comme biologique) des moyens de protéger adéquatement les cultures et omettent de considérer les nouveaux défis, pathogènes, ravageurs, ou impacts du changement climatique.



Le débat aux Chambres s'est concentré sur la protection de l'eau potable. Des améliorations s'imposent dans tous les secteurs économiques. Or les deux initiatives stigmatisent principalement l'agriculture, alors que de nombreuses substances retrouvées dans l'eau ont d'autres origines. Le contre-projet indirect tient compte de cette réalité et impose à tous les utilisateurs professionnels, commerciaux ou agents publics, des objectifs contraignants en matière d'utilisation et de risques. Pour l'agriculture, une réduction de 50% à l'horizon 2027 est fixée. Ces mesures concrètes, immédiatement applicables, sont les seules efficaces pour obtenir des résultats durables. Le parlement concrétise ici son soutien à l'approvisionnement agricole indigène et à la nécessité d'accélérer la transition écologique dans tous les domaines.

## Economie

Fabio Bonavita

## Cherchons personnel hautement qualifié

**RESSOURCES HUMAINES** • Face à la numérisation galopante de notre économie, de nombreux employés se retrouvent petit à petit largués. Si l'on y ajoute le vieillissement de la population active et la pénurie de collaborateurs hautement qualifiés, on se dit que l'avenir s'annonce compliqué pour les entreprises genevoises. Et plus largement suisses. D'autant que ces menaces sont bien réelles, selon la dernière enquête SwissVR Monitor réalisée par le cabinet Deloitte.



Les auteurs soulignent que seulement 59% des entreprises interrogées déclarent consacrer suffisamment de temps aux questions de gestion des talents au sein de leur conseil d'administration. Pour y remédier, une stratégie durable en matière de ressources humaines doit être mise sur pied. En ce qui concerne le développement des collaborateurs, les membres de

conseils d'administration interrogés considèrent trois thèmes comme étant prioritaires: ils souhaitent récompenser davantage l'autonomie des collaborateurs et encourager leur esprit d'entreprise (87%), améliorer leurs compétences dans le domaine de la technologie et numérique (83%) et renforcer leur capacité d'adaptation au changement et leur résilience (82%).

A noter, et c'est peu étonnant, que plus l'entreprise interrogée est grande, plus les membres de son conseil d'administration sont disposés à améliorer les compétences numériques et technologiques de leurs collaborateurs. L'enquête rappelle enfin que celles en communication constituent la base pour diriger et motiver ses propres collaborateurs. D'autres aptitudes sociales telles que l'agilité et la capacité à travailler en équipe sont également fondamentales. Ces connaissances gagnent en importance en période d'incertitude et de changement constant, la crise du coronavirus les a sans aucun doute ramenées sur le devant de la scène.

## Vos réactions

«Longue file d'attente pour la vaccination à la route de Chêne» (FB GHI 07.04.21)

### Denrée rare

Oh ils ont trouvé des doses de vaccin? Denrée plutôt rare en Suisse. Bonne chance à ceux qui le font.  
Neil Halls via FB

### Peu d'attente

J'y suis allée vers 15h30, attente d'une seconde. Il n'y avait qu'une seule personne devant moi. En résumé, on fait dire ce que l'on veut à une image!  
Kathleen Bruttin-Schumacher via FB

### Organisation efficace

J'y suis allé la semaine passée. La file d'attente avait la même longueur, mais je n'ai pas attendu plus de sept minutes. Idem il y a quatre semaines

pour la première dose. Le débit était extrêmement rapide et l'organisation était très efficace.

Philippe Schumacher via FB

### Pression médiatique

La pression médiatique et les conditionnements fonctionnent à merveille donc.  
Nevena MacLean via FB

### Brebis égarées

Je passe tous les jours devant, il n'y a que des vieilles brebis égarées.

Norbert Molly via FB



Extraits tirés de vos réactions sur la page Facebook de GHI